

## Le Brésil embrasse à son tour la hausse fiscale



**Vincent Reynaert**

Publié le 3 décembre 2025 . Lecture estimée : 4 min



*Alors que l'Europe semblait concentrer l'essentiel des hausses de taxation dans le gambling, le Brésil confirme que la tendance devient globale. Le pays, en pleine structuration réglementaire, adopte à son tour une montée progressive de la fiscalité. Une décision qui éclaire une dynamique mondiale : taxer davantage, mais sans casser la migration vers l'offre légale.*

Depuis deux ans, la fiscalité est devenue le fil conducteur des régulations du gambling. [Royaume-Uni](#), France, Pays-Bas, Suède, Belgique, Australie : partout, la tendance est à la hausse. L'idée n'est plus marginale ni conjoncturelle. Elle s'installe comme un reflet direct de deux pressions : un besoin budgétaire plus fort des États et une volonté de mieux encadrer les opérateurs, jugés désormais trop puissants pour évoluer dans des cadres trop légers.

Jusqu'ici, beaucoup d'observateurs considéraient que ce mouvement resterait surtout occidental. Le Brésil vient d'en démontrer l'inverse. Et quand le marché le plus dynamique du monde s'aligne, le signal devient mondial.

### Le Brésil, géant émergent et fragile à la fois

Le contexte brésilien explique beaucoup. Un pays de 215 millions d'habitants, une passion sportive omniprésente, une pénétration mobile supérieure à 85 % et un marché du pari en ligne capable d'atteindre 10 à 12 milliards de dollars de Produit Brut des Jeux (PBJ) à maturité. Sur le papier, c'est un eldorado.

Mais un eldorado fragile. Avant la régulation, 80 à 85 % de l'activité était captée par des opérateurs offshore. L'État brésilien n'a donc qu'un objectif : canaliser le marché, ramener les joueurs vers l'offre licenciée et assécher l'illégal.

C'est précisément dans cette logique que s'inscrit la trajectoire fiscale adoptée cette semaine.

### Une progression contrôlée pour éviter l'effet rebond

Le projet de loi PL 5.473/2025, validé par la Commission des affaires économiques, instaure un chemin clair :

- 12 % aujourd'hui
- 15 % en 2026 et 2027
- 18 % en 2028

Le gouvernement souhaitait initialement pousser jusqu'à 24 %. Le Sénat a réduit la voilure, craignant un choc fiscal trop brutal pour un marché en construction.

*“ Trop taxer, trop vite, aurait affaibli les opérateurs régulés et laissé le champ libre aux irréguliers.*

*Sénateur Eduardo Braga ”*

La plupart des marchés qui ont connu des hausses rapides l’ont observé : lorsque les marges se contractent et que les cotes ou bonus se dégradent, les joueurs les plus sensibles migrent vers l’offshore.



*Pour le Président Lula, l’enjeu est double : profiter de l’essor du marché légal des jeux en ligne pour générer des revenus fiscaux tout en ne remettant pas les joueurs dans les bras des opérateurs offshore.*

L’approche retenue se veut donc progressive, lisible et compatible avec l’objectif central : maintenir une offre légale compétitive. Une fiscalité renforcée, oui, mais calibrée pour ne pas encourager l’illégal.

## Un usage politique assumé des recettes

Les hausses fiscales seront orientées vers la sécurité sociale, notamment la santé, avec une flexibilité permettant d’aider les États et municipalités entre 2026 et 2028. Le gouvernement cherche clairement à sécuriser des ressources à l’approche des élections générales, tout en affichant une fermeté vis-à-vis d’un secteur sensible.

Cette réorientation budgétaire, dans un pays en transition réglementaire, montre aussi que les jeux deviennent un outil fiscal assumé, pas seulement un secteur à encadrer.

## Un signal fort envoyé au reste du monde

Pour les opérateurs globaux, de Bet365 à Flutter en passant par Betano et les acteurs locaux, l’équation brésilienne reste très attractive. Mais elle devient plus exigeante. Le marché est vaste, mobile, concurrentiel et encore très marqué par l’offshore. Avec une fiscalité en hausse, les opérateurs devront optimiser leurs modèles.

Le texte doit encore passer à la Chambre des députés, mais une chose est déjà claire : après l’Europe, c’est l’Amérique latine qui entre dans l’ère de la fiscalité renforcée. Et si le Brésil suit ce mouvement, alors c’est bien que la tendance n’est plus régionale, mais mondiale.